

Vu la déclaration du gouverneur de la Banque du Canada, le gouvernement est-il d'accord avec lui...

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

M. Langlois: Ce n'est pas la même question que j'ai posée...

M. l'Orateur: Quelle que soit la question de l'honorable député, elle ne saurait être recevable après les mots qu'il a utilisés jusqu'ici dans son interpellation. On ne peut demander à l'heure actuelle si le ministre est d'accord ou non avec le gouverneur de la Banque du Canada.

M. Langlois: Je la pose donc ainsi. Le gouvernement entend-il prendre quelque mesure à la suite de la déclaration du gouverneur de la Banque du Canada suivant laquelle le Canada fait face à un grave danger, étant donné le niveau élevé du coût de la vie?

L'hon. M. Sharp: Je puis répondre très directement à cette question. Le gouverneur de la Banque du Canada n'a pas dit cela.

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE RUANDA—POSSIBILITÉ D'INVASION WATUSI

A l'appel de l'ordre du jour.

M. R. N. Thompson (Red-Deer): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures et concerne la menace d'invasion du Ruanda par les troupes de Watusi massées à la frontière du Ruanda-Urundi. Je pose cette question à cause de la sécurité de nos nationaux au Ruanda, y compris une centaine d'enseignants de l'Université nationale du Ruanda.

Comme cette menace de guerre dure depuis plus d'un mois, je demande, en deuxième lieu, si les Nations Unies ont fait quelque chose pour essayer d'aider au règlement de cette affaire?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Non, monsieur l'Orateur; à cette étape, c'est nettement une affaire intérieure. Depuis janvier, il y a des troubles là-bas dont l'ampleur varie et qui confinent presque à l'insurrection. Il s'y trouve une centaine de Canadiens dont la plupart sont à l'Université dirigée par le R. P. Lévesque.

RADIO-CANADA

L'ANNULATION DE L'ENTREVUE AVEC GERDA MUNSINGER

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Colin Cameron (Nanaïmo-Cowichan-Les Îles): Monsieur l'Orateur, ma question

devrait s'adresser au secrétaire d'État, mais, en son absence, je vais la poser au premier ministre. Elle découle d'un article paru dans les journaux et que j'ai trouvé sur mon pupitre il y a quelques instants. On dit que, ce soir, Radio-Canada diffusera la première entrevue télévisée avec Gerda Munsinger en Amérique du Nord. Cette entrevue fera partie d'une émission d'une heure appelée *C.B.C. News Magazine*, qui comprendra aussi des commentaires en provenance de Montréal, Toronto et Ottawa sur l'affaire Munsinger.

Voici ma question. Le premier ministre prendra-t-il des mesures pour empêcher la télédiffusion de ce programme, puisque cette affaire n'est pas encore jugée? En tout cas, il est certainement bien déplacé de monter pareil spectacle en ce moment, vu la création de la commission.

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je signalerai tout de suite les observations du député et ma réponse à Radio-Canada.

[Français]

L'AGRICULTURE

QUÉBEC—RENCONTRE ENTRE LES MINISTRES DE L'AGRICULTURE RELATIVEMENT À L'ASSURANCE-RÉCOLTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Gérard Laprise (Chapleau): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au ministre de l'Agriculture. A-t-il rencontré son homologue du Québec ou tout autre fonctionnaire du gouvernement du Québec, relativement aux amendements à apporter à la loi sur l'assurance-récolte, et a-t-il été mis au courant des propositions du rapport Massicotte à ce sujet?

[Traduction]

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je tiendrai cette question comme un préavis.

QUESTIONS OUVRIÈRES

WINDSOR—PERSPECTIVE DE CHÔMAGE CHEZ LES EMPLOYÉS DE LA SOCIÉTÉ FORD

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. E. Gray (Essex-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Peut-il nous donner un compte rendu de l'enquête menée en partie par son ministère relativement aux congédiements éventuels d'outilleurs à l'usine Ford de Windsor?